



PAR COURRIEL

Québec, le 22 mai 2024

À LA PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE DU CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES, AU COORDONNATEUR DE LA CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-SAINT-CHARLES ET AUX PRÉSIDENTES-DIRECTRICES GÉNÉRALES ET PRÉSIDENTS-DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES CENTRES INTÉGRÉS ET DES CENTRES INTÉGRÉS UNIVERSITAIRES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

Mesdames,  
Messieurs,

Dans le cadre de l'indexation annuelle du taux horaire des travailleurs de gré à gré payés par la modalité Allocation directe/chèque emploi-service (AD/CES), les établissements doivent prévoir l'augmentation selon le taux d'indexation accordé aux employés des établissements du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS).

Ainsi, l'indexation de 1,09 %, octroyée aux employés des établissements de santé et de services sociaux en 2024-2025, situerait le taux horaire minimum devant être accordé aux employés de gré à gré, payés par la modalité AD/CES, à 19,48 \$. Ce taux sera émis rétroactivement au 1<sup>er</sup> avril 2024 par le Centre de traitement du Chèque emploi-service (CTCES). Veuillez noter que l'indexation n'inclut pas le taux d'indexation salarial puisque ce dernier est toujours en négociation.

Les établissements devront continuer de s'arrimer aux calendriers de traitement de la paie (pair ou impair) déterminés pour chaque région par le CTCES. Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) transmet ces calendriers une fois l'an.

En tant que présidente-directrice générale ou président-directeur général d'un établissement public de santé et de services sociaux, vous avez la responsabilité de déterminer le taux horaire pour votre établissement, d'informer les gestionnaires concernés de votre territoire et de procéder à son application. Le taux horaire ne peut être inférieur au taux minimum déterminé par le MSSS, soit 19,48 \$. Le taux horaire pour une même région administrative doit être harmonisé afin d'assurer une cohérence et une équité pour les usagers admissibles et leurs employés.

Par conséquent, pour les régions qui comptent plusieurs territoires, les établissements concernés doivent convenir ensemble du taux horaire pour leur région.

... 2

L'établissement qui détient la vocation régionale, qui était autrefois dévolue à l'agence, aura ensuite la responsabilité d'aviser le CTCES du taux horaire pour la région. Cette information doit être transmise par télécopieur, en adressant une lettre à *Conseiller AD/CES–Changement de taux horaire*, au numéro 514 356-1155, ou par courriel, à l'adresse [ctces@employeurd.com](mailto:ctces@employeurd.com), et ce, au plus tard le 15 juin 2024. Le nouveau taux horaire doit être clairement identifié dans cette lettre. Il est de la responsabilité du répondant AD/CES de l'établissement de transmettre cette information et de s'assurer de son exactitude. À la réception du taux, le CTCES confirmera la date à laquelle le changement sera effectué. En l'absence d'une réponse de la part de l'établissement, le CTCES appliquera le taux horaire minimum défini ci-haut.

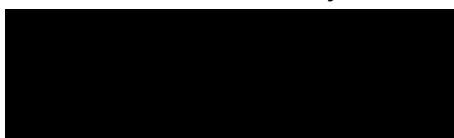
Il est possible que le taux horaire de certaines régions soit plus élevé en raison de la rareté de la main-d'œuvre. Cependant, un taux plus élevé dans une région ne peut être revu à la baisse pour être harmonisé aux autres régions, puisque ceci pourrait avoir comme conséquence une diminution de la main-d'œuvre disponible pour cette région.

Un outil de calcul du taux horaire, qui tient compte du calcul des avantages sociaux, est joint à cette lettre afin de vous aider à estimer le coût horaire à la suite de l'indexation.

Le répondant AD/CES de l'établissement devra faire le lien avec les responsables de la gestion de cette modalité dans les différentes installations. Dans le cas d'un changement de répondant, veuillez faire parvenir les nouvelles informations à M<sup>me</sup> Andrée-Anne Rhéaume, conseillère à la Direction du soutien à domicile par courriel à l'adresse [andree-anne.rheaume@msss.gouv.qc.ca](mailto:andree-anne.rheaume@msss.gouv.qc.ca).

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre adjoint,



Sylvain Gagnon

p. j. 1

c. c. Directrices et directeurs du soutien à domicile au sein des CISSS et CIUSSS  
M<sup>me</sup> Kathleen Munger, MSSS  
M. Daniel Paré, MSSS  
PDGA des CISSS et CIUSSS

N/Réf. : 24-PA-00149